

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

Les manifestations en Bolivie et la nécessité de la lutte indépendante de classe

Depuis plusieurs semaines la Bolivie est confrontée à une vague de protestations, de manifestations, de blocages de route. La capitale La Paz est pratiquement paralysée par les blocages qui depuis plus de 4 semaines entraînent des pénuries de biens de première nécessité et paralysent l'activité économique. Commencées au début du mois de mai, les actions de protestation se sont étendues à une bonne partie du pays, impliquant des secteurs variés : petits paysans producteurs de coca, organisations indigènes, petits commerçants, transporteurs routiers, mineurs, enseignants, etc. Le gouvernement a accusé l'ancien président Evo Morales et des groupes de narco-trafiquants d'être responsables du mouvement ; il s'agit d'une manœuvre grossière pour déconsidérer les manifestants. S'il est vrai que les partisans d'Evo Morales se sont affrontés à la police à La Paz après une marche de plusieurs jours depuis le département d'Oruro (1), la colère face à la politique gouvernementale touche des secteurs bien plus larges que les petits producteurs de coca.

Les appels creux du gouvernement à la concertation, conjugués à la répression des manifestations (au moins 4 manifestants ont été tués) n'ont pas réussi à endiguer le mouvement : on décomptait une centaine de barrages routiers début juin et la démission du président, 6 mois après son élection, est devenue une revendication centrale.

Rodrigo Paz, intronisé président en novembre 2025, a été élu en promettant un « capitalisme pour tous ». Il a profité du rejet du MAS (Mouvement vers le Socialisme) au pouvoir depuis vingt ans (à l'exception du coup d'Etat de 2019) qui était éclaboussé par des scandales de corruption, divisé entre partisans et adversaires d'Evo Morales et surtout incapable de faire face à la plus grave crise économique connue par le pays depuis des décennies : l'année dernière a été la première fois que le pays est entré en récession depuis 40 ans (en dehors de l'année du Covid) : une inflation autour de 20% (annuellement) une baisse du PIB de 1,6% qui devrait atteindre selon le FMI 3,3% en 2026. Les bénéfices tirés de la vente des matières premières, surtout le gaz, ont permis pendant des années de nourrir la croissance économique et d'assurer la paix sociale par la redistribution d'une partie de cette rente. Mais la baisse de production de gaz a entraîné une forte chute de ces revenus (de plus de 6 milliards de dollars en 2014 à 1,1 milliards en 2024), plongeant les finances du pays dans le rouge et déclenchant la crise économique.

Paz avait promis de rétablir la situation sans prendre des mesures d'austérité drastiques comme le demandaient les partisans de la droite dure, et en ménageant les couches populaires.

Mais une fois élu ses promesses électorales s'évanouirent ; le nouveau gouvernement qui compte parmi ses membres des éléments d'extrême droite (par exemple le commandant de police responsable de massacres lors du coup d'état de 2019) et qui jouit du soutien des Etats-Unis et de l'Argentine de Milei, se mit, comme c'était inévitable, au service ouvert des grands capitalistes ; il inaugura une politique d'austérité antisociale en accord avec les recommandation

du FMI ; les subventions du prix des carburants furent supprimés, ce qui provoqua une poussée inflationniste, sans que la qualité de l'essence importée soit améliorée (2), l'impôt sur les grandes fortunes fut annulé, etc. Satisfaisant une revendication historique des grands propriétaires fonciers, une loi (1720) modifiait les droits fonciers pour permettre l'accaparement des terres par l'agro-industrie. Mais la promulgation de cette loi 1720 en avril déclencha une réaction inattendue : de puissantes manifestations de protestations des organisations paysannes et indigènes éclatèrent au point d'obliger le gouvernement à l'abroger partiellement au bout de 24 jours de mobilisation. Ce recul incita la généralisation du mouvement contre les mesures d'austérité gouvernementales.

Le mouvement est chapeauté par la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne) et les syndicats de paysans. Mais la COB n'est pas un syndicat de classe et elle cherche à éviter que le mouvement se radicalise. Bien qu'une assemblée de du syndicat ait voté le premier mai pour la grève générale, la COB a refusé de mettre cette décision en pratique ; elle préfère organiser des grandes manifestations « pour la démocratie » et la défense de la patrie et soutenir la demande de démission du président, c'est-à-dire l'organisation de nouvelles élections. Si jusqu'ici les dirigeants de la COB n'ont pas osé répondre positivement aux offres de concertation de Paz – en plusieurs endroits du pays les manifestants ont débordé les organisations syndicales en les accusant de vouloir freiner la lutte – il est clair qu'ils cherchent le moyen de mettre fin au conflit de la façon la plus indolore pour l'ordre établi. S'ils n'y réussissent pas, le gouvernement se prépare à utiliser la manière forte : il a fait voter une loi permettant le recours à l'armée.

Pour les prolétaires et les masses pauvres, la démocratie n'est qu'un leurre. La crise capitaliste signifie un redoublement des attaques anti-sociales et anti-ouvrières, quel que soit le gouvernement au pouvoir. Contre ces attaques, seule une lutte décidée, sur des orientations clairement anti-capitalistes, peut être efficace. Cela implique la lutte et l'organisation indépendante de classe, pour la défense exclusive des intérêts prolétariens et non des intérêts de la « patrie » ou du « peuple » – c'est-à-dire d'intérêts en définitive bourgeois ; l'interclassisme signifie toujours le sacrifice des intérêts prolétariens. Le prolétariat a la possibilité de mettre à genoux le pouvoir bourgeois, à condition qu'il lutte sur des positions et avec des méthodes **de classe** ; il peut alors entraîner **derrière lui** dans la lutte les couches petites bourgeoises et petites paysannes révoltées, au lieu d'être noyé dans un paralysant magma « populaire ». C'est cette perspective qu'il doit suivre à l'inverse de ce que préconisent les différents groupes d'extrême-gauche partisans d'un démocratisme populaire et suivistes de la COB.

Pour la lutte prolétarienne indépendante de classe !
Pour la reconstitution du parti de classe international !
Pour la révolution communiste internationale !

(1) Evo Morales s'est réfugié dans cette région pour échapper à une condamnation judiciaire.

(2) Pour des raisons d'économie l'Etat importe de l'essence peu raffinée, moins chère, mais qui encrasse les moteurs.



parti communiste international

6/06/2026

<https://www.pcint.org> - Imp. Spéc. - Ne pas jeter sur la voie publique - Suppl. au prolétaire n° 560

Lisez la presse du PCI : le prolétaire / programme communiste / communist program / el programa comunista / el proletario / il comunista / proletarian